

Art. 2. Le montant mentionné à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 4, et § 1^{er}bis, alinéa 4, du même Code, est adapté conformément à la formule suivante compte tenu de l'indice calculé et nommé à cet effet du mois de novembre 2013:

$$\frac{50 \times 137,80}{105,21} = 65,488071 \text{ EUR}$$

Art. 3. Les montants mentionnés aux articles 1^{er} et 2 sont arrondis à l'euro supérieur comme suit:

1.069 EUR, 1.149 EUR, 1.267 EUR, 1.386 EUR, 66 EUR.

Art. 4. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) Aux termes de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, les nouveaux montants sont applicables à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de leur adaptation, à savoir, le 1^{er} janvier 2014.

Art. 2. Het bedrag dat wordt vermeld in artikel 1409, § 1, vierde lid, en § 1bis, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende formule aangepast, rekening houdend met het indexcijfer dat daartoe berekend is en benoemd wordt van de maand november 2013:

$$\frac{50 \times 137,80}{105,21} = 65,488071 \text{ EUR}$$

Art. 3. De bedragen vermeld in de artikelen 1 en 2 worden afgerond op de hogere euro als volgt:

1.069 EUR, 1.149 EUR, 1.267 EUR, 1.386 EUR, 66 EUR.

Art. 4. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) Overeenkomstig artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek worden de nieuwe bedragen van kracht vanaf 1 januari volgend op hun aanpassing, zijnde 1 januari 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11638]

8 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal concernant les modalités de la procédure d'appel d'offres pris en application de l'article 5 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 5, § 4, inséré par la loi du 1^{er} juin 2005 et modifié par la loi du 8 janvier 2012;

Vu l'avis (F)130503-CDC-1243 de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz du 3 mai 2013 sur « les modalités de la procédure d'appel d'offres prévue à l'article 5 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité »;

Considérant que le présent arrêté détermine les modalités du lancement de la procédure d'appel d'offres organisée par l'article 5 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et vu l'urgence avérée de mettre en œuvre cette procédure afin de disposer en temps utile de nouvelles capacités de production supplémentaires, tenant compte du délai de construction inhérent à la mise en service industrielle de nouvelles unités de production, auquel s'ajoutent le délai de publication de l'arrêté ministériel motivant le besoin de recourir à la procédure d'appel d'offres, le délai de rédaction par le DG Energie du cahier des charges et le délai de publication de l'appel d'offres au Journal Officiel de l'Union Européenne d'au moins six mois tel que prévu à l'article 5, § 4bis, de la loi du 29 avril 1999;

Vu l'avis 53.818/3 du Conseil d'Etat, donné le 30 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « loi » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2^o « ministre » : le ministre fédéral qui a l'Energie dans ses attributions;

3^o « Direction générale de l'Energie » : la Direction générale de l'Energie du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11638]

8 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de modaliteiten van de procedure van offerteaanvragen aangenomen met toepassing van artikel 5 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 5, § 4, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005 en gewijzigd bij de wet van 8 januari 2012;

Gelet op het advies (F)130503-CDC-1243 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas van 3 mei 2013 over « de modaliteiten voor de procedure van offerteaanvraag voorzien in artikel 5 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt »;

Overwegende dat dit besluit dat de modaliteiten bepaalt van de procedure voor de offerteaanvragen georganiseerd door artikel 5 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en gelet op de hoogdringendheid om deze procedure uit te voeren teneinde binnen een nuttige termijn te beschikken over nieuwe bijkomende productiecapaciteit, rekening houdend met de termijn voor de bouw die eigen is aan de industriële indienststelling van nieuwe productie-eenheden, vermeerderd met de bekendmakings-termijn van het ministerieel besluit waarin de noodzaak van de procedure van de offerteaanvraag wordt gemotiveerd, met de termijn die de AD Energie nodig heeft om het bestek uit te werken alsook met de bekendmakingstermijn van de offerteaanvraag in het Publicatieblad van de Europese Unie van ten minste zes maanden zoals voorzien in artikel 5, § 4bis, van de wet van 29 april 1999;

Gelet op het advies 53.818/3 van de Raad van State, gegeven op 30 september 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en van de Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder:

1^o « wet » : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

2^o « minister » : de federale minister die bevoegd is voor Energie;

3^o « de Algemene Directie Energie » : De Algemene Directie Energie van de Federale overheidssdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

4° « gestionnaire du réseau » : le gestionnaire du réseau de transport désigné conformément à l'article 10 de la loi.

Art. 2. Les modalités et conditions de l'appel d'offres pour l'établissement des nouvelles installations de production d'électricité sont définies par la Direction générale de l'Energie conformément à l'article 5, § 4, de la loi.

Art. 3. Le cahier des charges de l'appel d'offres pour l'établissement de nouvelles installations de production d'électricité établi par la Direction générale de l'Energie doit comprendre au minimum :

1° les modalités de soumission des dossiers de candidature à l'appel d'offres qui permettent de garantir la confidentialité des indications et pièces contenues dans le dossier, ainsi que d'identifier de façon certaine l'appel d'offres auquel il est répondu;

2° les conditions de recevabilité des dossiers de candidature à l'appel d'offres;

3° la liste exhaustive des critères de sélection des dossiers de candidatures à l'appel d'offres, leur pondération et leur hiérarchisation, ainsi que la liste exhaustive des indications et des pièces à produire par les candidats pour permettre l'appréciation de ces critères;

4° la capacité de production, exprimée en mégawatts, visée par l'appel d'offres. Cette capacité peut être exprimée sous forme d'une fourchette;

5° la date et l'heure limites d'envoi des dossiers de candidature à l'appel d'offres;

6° l'adresse postale à laquelle le candidat fait parvenir son dossier de candidature à l'appel d'offres;

7° les prescriptions détaillées de toute nature s'imposant au candidat retenu et applicables avant la mise en service de l'installation de production d'électricité ou pendant son exploitation;

8° le déroulement et le calendrier des étapes de la procédure suivie par la Direction générale de l'Energie;

9° les sanctions encourues en cas de manquement du candidat retenu aux prescriptions du cahier des charges;

10° une description des éventuelles incitations.

Art. 4. La Direction générale de l'Energie élabore le cahier des charges dans le respect des objectifs environnementaux belges et européens et du cadre légal existant.

Art. 5. L'appel d'offres peut, en fonction des besoins du système électrique, viser un ou plusieurs types d'unités de production.

Art. 6. Dans le cas où le candidat à l'appel d'offres ne dispose pas, pour le projet proposé, de l'autorisation de production visée à l'article 4 de la loi ou n'a pas encore introduit de demande pour une telle autorisation, le dossier de candidature contient toutes les informations nécessaires en vertu de l'article 4 et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 7. La Direction générale de l'Energie adresse un avis d'appel d'offres à l'Office des publications de l'Union européenne pour publication au Journal officiel de l'Union européenne. Cet avis décrit les modalités de l'appel d'offres. A cet effet il mentionne :

1° l'objet de l'appel d'offres;

2° le lieu ou l'adresse électronique ainsi que la date de mise à disposition du cahier des charges de l'appel d'offres;

3° la période d'envoi des dossiers de candidatures qui est de six mois à compter de la date de publication de l'avis au Journal officiel de l'Union européenne.

Art. 8. Dans un délai d'un mois suivant la publication de l'avis au Journal officiel de l'Union européenne, chaque candidat peut adresser par écrit des demandes d'informations à la Direction générale de l'Energie ou par le biais d'un site internet mis en place par la Direction générale de l'Energie.

Pour y répondre, la Direction générale de l'Energie dispose d'un délai d'un mois à compter du dernier jour du délai pour la formulation des questions.

Afin de garantir l'égalité d'information des candidats, la Direction générale de l'Energie rend publiques les réponses apportées à ces demandes, dans le respect des secrets protégés par la loi.

Art. 9. La Direction générale de l'Energie accuse réception du dossier de candidature à l'appel d'offres de chaque candidat.

4° « netbeheerder » : de beheerder van het transmissienet aangeduid in overeenstemming met artikel 10 van de wet.

Art. 2. De modaliteiten en voorwaarden van de offerteaanvraag voor het oprichten van nieuwe productie-installaties voor elektriciteit worden bepaald door de Algemene Directie Energie in overeenstemming met artikel 5, § 4, van de wet.

Art. 3. Het bestek voor de bouw van nieuwe productie-installaties voor elektriciteit vastgesteld door de Algemene Directie Energie moet ten minste bevatten:

1° de modaliteiten voor de neerlegging van de kandidatuurdoossiers voor de offerteaanvraag die toelaten om de vertrouwelijkheid van de informatie en de stukken uit het dossier te garanderen en tevens toelaten om met zekerheid vast te stellen op welke offerteaanvraag wordt geantwoord;

2° de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de kandidatuurdoossiers voor de offerteaanvraag;

3° de exhaustieve lijst van de selectiecriteria van de kandidatuurdoossiers voor de offerteaanvraag, hun weging en hiërarchie, evenals de exhaustieve lijst van de informatie en documenten die door de kandidaten dienen overgemaakt worden teneinde de beoordeling van deze criteria toe te laten;

4° de productiecapaciteit, uitgedrukt in megawatt, bedoeld door de offerteaanvraag. Deze capaciteit mag worden uitgedrukt onder de vorm van een vork;

5° de uiterlijke datum en uur voor de verzending van de kandidatuurdoossiers voor de offerteaanvraag;

6° het postadres waarnaar de kandidaat zijn kandidatuurdoossier voor de offerteaanvraag dient te verzenden;

7° de gedetailleerde voorschriften van alle aard die opgelegd worden aan iedere weerhouden kandidaat en die van toepassing zijn voor de indienstelling van de productie-installatie of tijdens haar uitbating;

8° het verloop en de kalender met de procedurestappen die gevolgd worden door de Algemene Directie Energie;

9° de sancties in geval van tekortkoming door de weerhouden kandidaat aan de voorschriften van het bestek;

10° een beschrijving van de eventuele stimuli.

Art. 4. De Algemene Directie Energie werkt het bestek uit met inachtneming van de Belgische en Europese milieudoelstellingen en het bestaande wettelijke kader.

Art. 5. De offerteaanvraag kan, in functie van de noden van het elektriciteitssysteem, een of meerdere productie-eenheden beogen.

Art. 6. Ingeval de kandidaat voor de offerteaanvraag niet beschikt over een productievergunning zoals bedoeld in artikel 4 van de wet met betrekking tot het voorgestelde project of nog geen aanvraag hiervoor heeft ingediend, bevat het kandidatuurdoossier alle nodige informatie bedoeld in artikel 4 en zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. 7. De Algemene Directie Energie maakt een bekendmaking van de offerteaanvraag over aan het Bureau voor publicaties van de Europese Unie voor publicatie in het Publicatieblad van de Europese Unie. Deze bekendmaking vermeldt de modaliteiten van de offerteaanvraag. Te dien einde vermeldt het :

1° het voorwerp van de offerteaanvraag;

2° de plaats of het elektronisch adres evenals de datum van de terbeschikkingstelling van het bestek van de offerteaanvraag;

3° de periode voor de indiening van de kandidatuurdoossiers die minstens zes maanden bedraagt te rekenen vanaf de datum van publicatie van de bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Unie.

Art. 8. Binnen een termijn van één maand vanaf de publicatie van de bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Unie mag iedere kandidaat schriftelijk informatie opvragen bij de Algemene Directie Energie of via een website opgericht door de Algemene Directie Energie.

Om hierop te antwoorden, beschikt de Algemene Directie Energie over een termijn van een maand vanaf de laatste dag van de termijn voor vraagstelling.

Teneinde de gelijkheid van informatie tussen de kandidaten te waarborgen, maakt de Algemene Directie Energie de antwoorden op deze vragen bekend, met eerbiediging van de wettelijk beschermde geheimen.

Art. 9. De Algemene Directie Energie bevestigt de ontvangst van het kandidaatsdossier tot de offerteaanvraag van iedere kandidaat.

Art. 10. La remise d'une offre vaut engagement du candidat à respecter l'ensemble des obligations et prescriptions de toute nature figurant au cahier des charges et à mettre en service l'installation de production d'électricité dans les conditions de l'appel d'offres.

La Direction générale de l'énergie est chargée de surveiller la bonne exécution par le(s) candidat (s) à qui le marché a été attribué de ses obligations prévues par le cahier des charges.

Art. 11. La séance d'ouverture des dossiers de candidature à l'appel d'offres est publique.

Le cahier des charges précise le lieu, la date et l'heure de la séance d'ouverture des dossiers de candidature.

Art. 12. La Direction générale de l'Énergie publie sur son site internet la liste des candidatures respectant les conditions de recevabilité telles que prévues par le cahier des charges.

Au cas où l'offre déposée ne répond pas aux conditions de recevabilité, la Direction générale de l'Énergie, par une lettre motivée, avise dans un délai raisonnable le candidat dont le dossier de candidature a été rejeté pour cause d'irrecevabilité.

Art. 13. La Direction générale Énergie fait l'évaluation des dossiers de candidature par application des critères de sélection.

Pour le traitement des dossiers de candidature déposés, la Direction générale de l'Énergie peut demander des informations complémentaires aux candidats.

Les questions complémentaires de la Direction générale de l'Énergie, ainsi que les réponses qui ne revêtent pas de caractère confidentiel et/ou commercialement sensible et/ou ne contiennent pas de secrets d'affaires, sont publiées sur le site internet de la Direction générale de l'Énergie.

Art. 14. Au plus tard dix jours ouvrables après la séance d'ouverture des dossiers de candidature, la Direction générale de l'Énergie sollicite l'avis du gestionnaire de réseau de transport afin de vérifier la compatibilité de l'ensemble de ces projets sur le réseau électrique belge en fonction de leur localisation géographique. Le gestionnaire du réseau de transport remet son avis dans le mois qui suit la demande par la Direction générale de l'Énergie.

Art. 15. Dans les deux mois après la séance d'ouverture des dossiers de candidature, la Direction générale de l'Énergie transmet au ministre son avis motivé.

Cet avis motivé comprend un classement décroissant par points établi sur base des critères de sélection prévus par le cahier des charges.

Dans le cas où, l'appel d'offres concerne plusieurs types d'unités de production conformément à l'article 5, la Direction générale de l'Énergie peut établir des classements distincts par types d'unités de production si elle peut justifier qu'une mise en concurrence effective de ces types d'unités sous un seul classement n'est pas pertinente pour des raisons technico-économiques.

La Direction générale de l'Énergie mentionne dans son avis motivé la meilleure combinaison d'offres en vue d'atteindre l'objectif de mégawatts mentionné dans l'appel d'offres.

La combinaison proposée par la Direction générale de l'Énergie respecte le ou les classements visés aux alinéas 2 et 3. Elle ne peut s'écarter du ou des classements que sur base de considérations technico-économiques dûment justifiées, par exemple sur base de l'avis du gestionnaire du réseau de transport.

Art. 16. L'avis de la Direction générale de l'Énergie ne porte pas préjudice à la possibilité pour le ministre de décider de ne pas attribuer, de manière motivée, la totalité de l'appel d'offres, exprimée en mégawatts, dans le cas où des évolutions majeures postérieures au lancement de l'appel d'offres le justifient.

Art. 17. Le ministre désigne avant le terme de la durée de validité des dossiers de candidatures mentionnée dans le cahier des charges le(s) lauréat(s) par un arrêté ministériel de désignation individuel, délibéré en Conseil des Ministres.

Cette désignation vaut autorisation de production conformément à l'article 5, § 5, de la loi.

Le ministre avise les autres candidats du rejet de leurs dossiers de candidature par une lettre motivée envoyée par la voie recommandée.

Art. 10. De indiening van een offerte geldt als de verbintenis van de kandidaat om alle verplichtingen en voorschriften van welke aard dan ook die in het bestek staan te eerbiedigen en om de installatie voor de productie van elektriciteit in dienst te stellen conform de voorwaarden van de offerteaanvraag.

De Algemene Directie Energie is belast met het toezicht op de goede uitvoering door de kandida(a)t(en) aan wie de opdracht werd gegund van zijn verplichtingen voorzien door het bestek.

Art. 11. De openingssessie van de kandidatuurdossiers van de offerteaanvraag is openbaar.

Het bestek preciseerd de plaats, de datum en het uur waarop de openingssessie van de kandidatuurdossiers zal plaatsvinden.

Art. 12. De Algemene Directie Energie publiceert op haar website de lijst van de kandidaturen die voldoen aan de ontvankelijkheidscriteria zoals voorzien door het bestek.

Ingeval de ingediende offerte niet beantwoordt aan de ontvankelijkheidscriteria, brengt de Algemene Directie Energie, per gemotiveerd schrijven en binnen een redelijke termijn, de kandidaat wiens offerte werd afgewezen om reden van onontvankelijkheid op de hoogte.

Art. 13. De Algemene Directie Energie evalueert de kandidatuurdossiers aan de hand van de selectiecriteria.

Voor de behandeling van de ingediende kandidatuurdossiers, kan de Algemene Directie Energie bijkomende informatie opvragen bij de kandidaten.

De bijkomende vragen van de Algemene Directie Energie, alsook de antwoorden die niet vertrouwelijk en/of commercieel gevoelig zijn en/of geen zakengeheimen bevatten, worden bekendgemaakt op de website van de Algemene Directie Energie.

Art. 14. Uiterlijk tien werkdagen na de openingssessie van de kandidatuurdossiers, verzoekt de Algemene Directie Energie de netbeheerder om advies omtrent de verenigbaarheid van het geheel van deze projecten op het Belgische elektriciteitsnet in functie van hun geografische locatie. De transmissienetbeheerder brengt zijn advies uit binnen de maand die volgt op de vraag van de Algemene Directie Energie.

Art. 15. Uiterlijk binnen twee maanden na de openingssessie van de kandidatuurdossiers, maakt de Algemene Directie Energie haar met redenen omkleed advies over aan de minister.

Dit met redenen omkleed advies omvat een aflopend puntenklassement op basis van de selectiecriteria voorzien in het bestek.

Ingeval de offerteaanvraag overeenkomstig artikel 5 meerdere types van productie-eenheden omvat, kan de Algemene Directie Energie onderscheiden klassamenten opstellen per type van productie-eenheden indien zij kan rechtvaardigen dat een effectieve mededinging tussen deze types van eenheden onder eenzelfde klassement niet relevant is omwille van technisch-economische redenen.

De Algemene Directie Energie vermeldt in haar met redenen omkleed advies de beste combinatie van offertes met het oog het bereiken van de doelstelling inzake het aantal megawatts vermeld in het bestek.

De combinatie voorgesteld door de Algemene Directie Energie is in overeenstemming met het (de) klassement(en) bedoeld in het tweede en derde lid. Zij kan enkel afwijken van dit (deze) klassement(en) op basis van voldoende gerechtvaardigde technisch-economische overwegingen, bijvoorbeeld op basis van het advies van de transmissienetbeheerder.

Art. 16. Het advies van de Algemene Directie Energie doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de minister om op gemotiveerde wijze te beslissen om de totaliteit van de offerteaanvraag, uitgedrukt in megawatts, niet toe te kennen, ingeval belangrijke ontwikkelingen zich voordoen na het opstarten van de offerteaanvraag dit verantwoordt.

Art. 17. De minister wijst voor het verstrijken van de geldigheidstermijn van de kandidatuurdossiers vermeld in het bestek, de laure(a)t(en) aan, bij individueel ministerieel besluit van aanwijzing vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Deze aanwijzing geldt als productievergunning overeenkomstig artikel 5, § 5, van de wet.

De minister stelt de andere kandidaten in kennis van de afwijzing van hun kandidatuurdossier per gemotiveerde en per post aangetekende brief.

Art. 18. En cas de désistement ou de défaillance d'un candidat retenu à l'issue de l'appel d'offres et aux fins de rencontrer les besoins estimés en sécurité d'approvisionnement énergétique, le ministre peut procéder, dans les limites de validité de l'offre, au choix d'une ou plusieurs candidatures venant en ordre utile sur la liste établie par la Direction générale de l'Energie conformément à l'article 15.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
M. WATHELET

Art. 18. In geval van intrekking of falen van een weerhouden kandidaat aan het einde van de offerteaanvraag en teneinde te voldoen aan de geraamde behoeften voor de bevoorradingszekerheid van energie, kan de minister, binnen de grenzen van de geldigheid van de verkregen offertes, overgaan tot het aanwijzen van één of meerdere kandida(a)t(en) die (een) in aanmerking komende opvolger(s) van de lijst is (zijn) opgesteld door de Algemene Directie Energie, overeenkomstig artikel 15.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 20. De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET
De Staatssecretaris voor Energie,
M. WATHELET

AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C - 2013/18441]

11 NOVEMBRE 2013. — Arrêté royal portant fixation des conditions dans lesquelles l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire peut faire exécuter des tâches par des médecins vétérinaires, des bioingénieurs, des masters, des ingénieurs industriels ou des bacheliers indépendants ou par des personnes morales exerçant des activités de contrôle, d'échantillonnage, de certification et d'audit

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 4, § 5, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2004 portant fixation des conditions dans lesquelles l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire peut faire exécuter des tâches par des médecins vétérinaires indépendants;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2013;

Vu l'avis du Comité consultatif de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 27 mars 2013;

Vu l'avis 54.104/3 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence concernant le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o bioingénieur : le titulaire légal du diplôme de master bioingénieur, option sciences agronomiques, sciences de l'environnement ou chimie et bio-technologies, ou le titulaire légal d'un titre équivalent à l'un de ces diplômes, délivré par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat;

2^o master : le titulaire légal du diplôme de master en sciences biologiques appliquées, de biochimie et de biotechnologie ou le titulaire légal d'un titre équivalent à l'un de ces diplômes, délivré par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse désignée en vertu des

FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C - 2013/18441]

11 NOVEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot de vaststelling van de voorwaarden waaronder het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen taken kan laten verrichten door zelfstandige dierenartsen, bio-ingenieurs, masters, industrieel ingenieurs of bachelors of door rechtspersonen die activiteiten beoefenen in verband met controle, bemonstering, certificering en audit

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 4, § 5, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2004 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen taken door zelfstandige dierenartsen kan laten verrichten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 juni 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 08 juli 2013;

Gelet op het advies van het raadgevend Comité van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 27 maart 2013;

Gelet op het advies 54.104/3 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Op de voordracht van onze Minister van Landbouw en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o bio-ingenieur : de wettelijke houder van het diploma van master bio-ingenieur, richting landbouwwetenschappen, milieuwetenschappen of chemie en biotechnologie of de wettelijke houder van een aan een van die diploma's gelijkwaardige titel, uitgereikt door de bevoegde overheid van een Lidstaat van de Europese Unie, van IJsland, van Liechtenstein, van Noorwegen of van Zwitserland, aangewezen krachtens de wettelijke, reglementaire of administratieve bepalingen van deze Staat;

2^o master : de wettelijke houder van een masterdiploma in de toegepaste biologische wetenschappen, de biochemie of biotechnologie of de wettelijke houder van een aan een van die diploma's gelijkwaardige titel, uitgereikt door de bevoegde overheid van een Lidstaat van de Europese Unie, van IJsland, van Liechtenstein, van Noorwegen of van